

Enfants à la rue : lettre au Président de la République

Alors que la trêve s'applique depuis le 1er novembre, des collectifs ou associations d'enseignant·es, de parent·es d'élèves, de citoyen·nes, rappellent une fois encore la situation indigne de centaines d'enfants à la rue, et l'absence de réponse adaptée des autorités compétentes. Ils interpellent à cette occasion le Président de la République.

Collectif Élèves Protégé·e·s Rennes

Monsieur le Président de la République,

Nous, citoyennes et citoyens, n'acceptons pas que plusieurs milliers d'enfants dorment chaque soir, dans la rue, en France, avec leurs frères, sœurs et parents.

Nous, parents d'élèves, n'acceptons pas que des camarades de nos enfants dorment dehors, chaque soir, et certains depuis plusieurs mois.

Nous, enseignantes et enseignants, n'acceptons pas que certains de nos élèves, dans les quartiers populaires, et également dans les centre-villes, n'aient pas de toit.

Nous, citoyennes et citoyens, n'acceptons pas que des familles soient expulsées de leur logement le jour des trois ans de leur dernier enfant.

Nous, citoyennes et citoyens, parents, enseignants, bénévoles, n'acceptons plus d'ouvrir des écoles, par dizaines sur le territoire français, pour abriter de manière précaire des familles à la rue, et se substituer ainsi aux missions de l'État.

Nous, citoyennes et citoyens, n'acceptons pas que l'État bafoue les droits de l'enfant, explicités dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et ratifiée par la France en 1990, précisant notamment le droit d'avoir des conditions de vie décentes.

Nous, citoyennes et citoyens, n'accepterons plus les réponses négatives des instances dirigeantes.

Nous, citoyennes et citoyens, nous nous mobilisons et nous vous alertons, pour que les choses changent.

Nous, citoyennes et citoyens, pointons le doigt sur les milliers de logements vacants dans notre pays.

Nous, citoyennes et citoyens, ne croyons pas en la fatalité mais en la possibilité, et la capacité de nos instances à loger décemment des familles, dans un des pays les plus riches de la planète.

C'est pourquoi, nous, citoyens, sommes en mesure d'exiger des mesures concrètes : un toit pour toutes et tous. Maintenant.

Le collectif Pas d'enfants à la rue de Blois / Le collectif Pas d'enfants à la rue de Tours / Le collectif Jamais Sans Toit de Lyon / Le collectif Pas d'enfants à la rue 67 de Strasbourg / Le Réseau d'Éducation Sans Frontières 38 de Grenoble / Le collectif Jamais Sans Toit Carnot Argenteuil / Le Collectif Élèves Protégé.es de Rennes / Le collectif de parrainage civil des enfants sans toit d'Ivry-sur-Seine / Le collectif Jamais Sans Toit de Paris 20ème / Le collectif Jamais Sans Toit de Pantin / Le collectif Une école. Un toit. Paris 18ème